

Retrouvez tous les marchés publics et privés parus sur les 12 départements du Grand Ouest sur : centraledesmarchés.com

Pour faire paraître une annonce légale : **Medialex**, tél. 02 99 26 42 00 - Fax 0 820 309 009 (0,12€ la minute) e-mail : annonces.legales@medialex.fr - Internet : www.medialex.fr

Tarif de référence stipulé dans Art.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2023, soit 0,183 € ht le caractère ou tarif forfaitaire à titre dérogatoire pour certaines annonces légales.

Les annonceurs sont informés que, conformément au décret n° 2012-1547 du 28 décembre 2012, les annonces légales portant sur les sociétés et fonds de commerce concernées et publiées dans les journaux d'annonces légales, sont obligatoirement mises en ligne dans une base de données numérique centrale, www.actulegales.fr.

Marchés publics

Procédure adaptée

Syndicat Mixte VSA

Travaux de restauration de la continuité écologique et la réhabilitation de l'ouvrage de la Boule d'Or

PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

Section 1 : Identification de l'acheteur
Nom complet de l'acheteur : Syndicat Mixte VSA.
Numéro national d'identification : Siret : 258 01 634 00046.
Ville : Fontenay-le-Comte. Code postal : 85200.
Groupeement de commande : non.
Section 2 : Communication
Moyen d'accès aux documents de la consultation : lien URL vers les documents de la consultation : <https://demat.centraledesmarches.com/7080396>
Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : oui.
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non.
Nom du contact : M. Arnaud Charpentier.
Adresse mail du contact : secretariat-smvsa@orange.fr
Numéro de téléphone du contact : 02 51 50 01 31.
Section 3 : Procédure
Type de procédure : procédure adaptée ouverte.
Conditions de participation :
Aptitude à exercer l'activité professionnelle : voir RC.
Technique d'achat : sans objet.
Date et heure limites de réception des plis : 30 mai 2025 à 12 h 00.
Présentation des offres par catalogue électronique : interdite.
Réduction du nombre de candidat : non.
Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : oui.
L'acheteur exige la présentation de variantes : non.
Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : travaux de restauration de la continuité écologique et la réhabilitation de l'ouvrage de la Boule d'Or.
Code CPV principal : 45240000-1.
Type de marché : travaux.
Lieu principal d'exécution du marché : voir DCE.
Consultation à tranches : non.
La consultation prévoit la réservation de tout ou partie du marché : non.
Section 5 : Lots
Marché alloti : non.
Section 6 : Informations complémentaires
Visite obligatoire : non.

Communauté de communes Vie et Boulogne

Service de transports en autocars pour la natation scolaire sur le territoire

PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

Pouvoir adjudicateur : communauté de communes Vie et Boulogne, 24, rue des Landes, 85170 Le Poiré-sur-Vie. Téléphone 02 51 31 60 09. Fax 02.51.31.65.68.
Adresse internet : <http://www.vie-et-boulogne.fr/>
E-mail : e.ouvrard@vieetboulogne.fr
Profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr/>
Objet de l'accord-cadre : service de transports en autocars pour la natation scolaire sur le territoire de la communauté de communes Vie et Boulogne.
Lieu principal d'exécution : territoire Vie et Boulogne.
Les prestations sont traitées à prix unitaires.
Le montant maximum de commandes pour la durée de l'accord-cadre est de 200 000 euros HT.
L'acheteur n'exige pas de variantes mais les variantes proposées par les opérateurs économiques sont autorisées.
L'accord-cadre a une durée prévisionnelle de 36 mois.
Il n'est pas prévu de retenue de garantie.
Il n'est pas prévu d'avance.
Présentation de candidature : voir RC.
Procédure : MAPA ouvert.
Critères d'attribution : le classement des offres et le choix du/des attributaire(s) sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères qui suivent, pondérés par pourcentage et notés sur 100 :
1. Critère caractéristiques techniques, équipements du véhicule pondéré à 20 %.
2. Critère énergie alternative pondéré à 10 %.
3. Critère éco-conduite pondéré à 10 %.
4. Critère prix pondéré à 60 %.
Renseignements d'ordre administratif :
Numéro de référence de l'accord-cadre : 2025MP14.
Date d'envoi du présent avis à la publication : 14 avril 2025.
Date limite de réception des offres : 14 mai 2025 à 12 h 00.
Le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre pendant un délai de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.
Délivrance du DCE : le dossier de consultation est téléchargeable sur le profil d'acheteur.
Modalités essentielles de financement et de paiement : le délai global de paiement des prestations est fixé à 30 jours.
Instance chargée des procédures de recours : tribunal administratif de Nantes.
Conditions de remise des candidatures : la transmission des candidatures se fait obligatoirement par voie électronique via le profil d'acheteur : <https://www.marches-securises.fr/>
Signature des documents transmis par le candidat : il n'est pas exigé des candidats que l'acte d'engagement soit signé(e) au stade de la réception des offres. Seul l'attributaire devra impérativement signer électroniquement l'acte d'engagement.

Communauté de communes Vie et Boulogne

Bellevigny, travaux VRD pour l'aménagement de l'îlot B5 du Parc d'Activités Économique Chantemerle

PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE

01) Identification du pouvoir adjudicateur : communauté de communes Vie et Boulogne, 24, rue des Landes, 85170 Le Poiré-sur-Vie. Tél. 02 51 31 60 09.
Adresse internet du profil acheteur : <https://www.marches-securises.fr>
02) Mode de passation choisi : procédure adaptée (article R.2123-1 du Code de la commande publique).
03) Objet du ou des marché(s) : Bellevigny, travaux VRD pour l'aménagement de l'îlot B5 du Parc d'Activités Économique Chantemerle.
Descriptif des travaux : création d'une zone d'activités :
- voirie 60 ml : bordures béton (200 ml) et enrobé (900 m2),
- assainissement EU et EP : PVC Ø 200 à 400 = 200 ml,
- réserve incendie 240 m2.
Délai global : 9 semaines.
Date prévisionnelle du début des travaux : juin 2025.
04) Lieu où l'on peut retirer le dossier de consultation : le DCE est téléchargeable gratuitement sur le site : <https://www.marches-securises.fr>
05) Date limite de réception :
Conditions de remise : lundi 12 mai 2025 à 12 h 00.
Voie électronique : via la plateforme : <https://www.marches-securises.fr>
06) Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat : conditions fixées aux articles R.2143-3 à R.2143-12 du Code de la commande publique.
07) Délai de validité des offres : 90 jours.
08) Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :
- prix des prestations : 50 %,
- qualité technique de l'offre : 50 %.
09) Maîtrise d'oeuvre et renseignements : Geouest, 46, rue Benjamin-Franklin, BP 03552, 85009 La Roche-sur-Yon cedex. Tél. 02 51 37 27 30.
10) Délais et procédures de recours :
Référé précontractuel : article L.551-1 du Code de justice administrative.
Référé contractuel : article R.551-7 du Code de justice administrative.
Recours gracieux dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision contestée.
Recours pour excès de pouvoir contre les actes détachables du contrat et/ou référé suspension (article L.521-1 du Code de justice administrative) dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision contestée (article R.421-1 du Code de justice administrative).
Recours de pleine juridiction exercé par tout concurrent évincé de la conclusion d'un contrat administratif contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ses clauses dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.
Instance chargée des procédures de recours : tribunal administratif de Nantes, 6, quai de l'Île-Gloriette, BP 24111, 44041 Nantes cedex. Tél. 02 40 99 46 00. Fax 02.40.99.46.58.
11) Date d'envoi de l'avis à la publication : mardi 15 avril 2025.

Commune de Mareuil-sur-Lay-Dissais

Maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation et mise aux normes du groupe scolaire

PROCÉDURE ADAPTÉE RESTREINTE

Section 1 : Identification de l'acheteur :
Nom complet de l'acheteur : commune de Mareuil-sur-Lay-Dissais.
Type de Numéro national d'identification : Siret.
N° national d'identification : 21850135100017.
Ville : Mareuil-sur-Lay-Dissais.
Code postal : 85320.
Groupeement de commandes : non.
Section 2 : Communication
Moyen d'accès aux documents de la consultation :
Lien URL vers le profil d'acheteur : www.marches-securises.fr
L'identité interne de la consultation : AK02SPL.
L'intégralité des documents de la consultation se trouve sur le profil d'acheteur : oui.
Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : non.
Nom du contact : M. Julien Tritt.
Adresse mail du contact : g.berthome@vendee-expansion.fr
N° téléphone du contact : 02 72 78 10 60.
Section 3 : Procédure :
Type de procédure : procédure adaptée restreinte.
Conditions de participation :
Aptitude à exercer l'activité professionnelle : conditions/moyens de preuve :
Les éléments suivants devront être fournis :
Pour l'architecte : l'attestation d'inscription à l'ordre des architectes de l'année en cours.
Capacité économique et financière : conditions/moyens de preuve :
Les éléments suivants devront être fournis :
- chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- DC2 ou documents équivalents,
- la preuve d'une assurance pour les risques professionnels en cours de validité, attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle.
Capacité technique et professionnelle : conditions/moyens de preuve :
Les éléments suivants devront être fournis :
- preuve par tous moyens,
- une déclaration indiquant indiquant les moyens humains généraux du candidat (effectifs, organigramme, CV...),
- la fiche récapitulative (format A3) de l'ensemble de l'équipe de maîtrise d'oeuvre selon le modèle joint au dossier.
Pour l'architecte : la présentation d'une liste de 3 principaux services en adéquation avec le projet (références) fournis ou à défaut, des certificats de qualification professionnelle (preuve par tous moyens) ou tout autre élément équivalent permettant d'apprécier les capacités (selon diaporama fourni).
Pour le reste de l'équipe :
- les certificats de qualification professionnelle et/ou les principaux services fournis en adéquation avec le projet (références), ou, à défaut, tout autre élément permettant d'apprécier les capacités,
- la ou les autorisation(s) d'intervention à proximité des réseaux (AI PR) concepteur pour au moins un membre de l'équipe.
Pour la compétence fluides : la reconnaissance RGE Étude et la qualification professionnelle PQOIB1 2013 (ou équivalent).
Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, le pouvoir adjudicateur précise que les services fournis (références) il y a plus de trois ans seront également pris en compte dans le cadre de l'examen de la candidature.
Date et heure limites de réception des plis : 12 mai 2025, à 12 h 00.
Présentation des offres par catalogue électronique : interdite.
Réduction du nombre de candidats : oui.
Nombre maximum de candidats : 3.
Critères de sélection des candidats admis à présenter une offre :
- 50 % capacités professionnelles en adéquation avec le projet (au regard des références, de leurs qualités architecturales ou à défaut, des éléments équivalents),
- 50 % capacités techniques, économiques et financières en adéquation avec le projet.
Possibilité d'attribution sans négociation (attribution sur la base de l'offre initiale) : oui.
L'acheteur exige la présentation de variantes : non.
Section 4 : Identification du marché
Intitulé du marché : marché de maîtrise d'oeuvre pour la réhabilitation et mise aux normes du groupe scolaire à Mareuil-sur-Lay-Dissais (85).
Description du marché :
Compétences requises : architecture, maîtrise d'œuvre, économie de la construction, déconstruction, désamiantage, structure, fluides, acoustique, ordonnancement, pilotage et coordination.
Code CPV Principal : 71200000-0.
Type de marché : services.
Lieu principal d'exécution du marché : Mareuil-sur-Lay-Dissais.
La consultation comporte des tranches : oui.
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : non.
Section 5 : Lots :
Marché alloti : non.
Section 6 : Informations complémentaires :
Visite obligatoire : oui.
Détail sur la visite : les 3 candidats invités à remettre une offre devront obligatoirement visiter le site et joindre à leur pli, l'attestation correspondante, cosignée par le candidat et le maître d'ouvrage.
Autres informations complémentaires :
Assistant à maîtrise d'ouvrage : Vendée Expansion - SPL, 33, rue de l'Atlantique, CS 80206, 85005 La Roche-Sur-Yon cedex, tél. 02 51 44 90 00.
Les variantes sont interdites.

Environnement
La justice, exigeante pour reconnaître les nuisances sonores
Pour admettre l'existence de nuisances sonores, la justice exige la fourniture de mesures strictes, réalisées dans des conditions particulières et ne reconnaît pas une gêne générale d'ambiance.
Dès lors, pour la Cour de cassation, si l'on se plaint d'être réveillé par le bruit du voisin, il faut être capable de démontrer que ce bruit est intolérable dans la chambre, éventuellement fenêtre et volets fermés.
Les juges ont conclu que des particuliers, qui se plaignaient des chants de coqs d'un poulailler voisin nuit et jour, ne pouvaient pas de trouble anormal de voisinage, même si un constat d'huissier avait observé des émergences incessantes de près de vingt décibels.
Les plaignants ne fournissent qu'un unique constat réalisé à l'extérieur de leur maison alors qu'ils se plaignent d'être réveillés la nuit, ce qui fait que le constat ne correspond pas à la gêne invoquée, ont tranché les juges.
Ils n'ont pas tenu compte des arguments des plaignants qui revendiquaient le droit de dormir la fenêtre ouverte ou de jouir paisiblement de l'extérieur de leur propriété. Par ailleurs, le seul fait que les bruits soient audibles à l'intérieur, fenêtre et volets fermés, n'a pas été jugé comme un constat suffisant, en l'absence de mesure technique de l'intensité.
(Cass. Civ 3, 16.3.2023, B 22-11.658).

Immobilier
Le couvreur n'est pas forcément assuré pour tout travail de couverture
Tout travail d'étanchéité sur une toiture ne relève pas forcément des compétences classiques d'un couvreur et le client doit donc vérifier qu'il ait souscrit une assurance particulière correspondante.
C'est le cas des travaux d'étanchéité d'une toiture terrasse, a jugé la Cour de cassation, car il s'agit d'un travail qui nécessite des compétences spécifiques et qui n'est pas nécessairement garanti par l'assurance.
La nuance complique la tâche du client qui peut être un particulier incompetent en la matière et qui doit vérifier non seulement l'existence de l'assurance décennale du couvreur mais aussi que sa commande de travaux de couverture d'une toiture plate entre bien dans les activités pour lesquels l'entrepreneur est compétent et assuré.
L'affaire se complique encore lorsque le contrat d'assurance peut admettre que cette activité soit réalisée à titre accessoire sur le chantier mais non à titre principal.
La Cour de cassation a fréquemment jugé que le maître de l'ouvrage, c'est-à-dire le propriétaire du bâtiment, qui commande des travaux, devait vérifier avant le début des travaux que l'assurance décennale souscrite par l'entrepreneur, qui doit être mentionnée sur les devis et factures, couvre bien le travail envisagé.
(Cass. Civ 3, 30.3.2023, W 22-12.320).

Vie des sociétés



EARL LA CROIX DE LA VALLÉE

En liquidation
Exploitation agricole
à responsabilité limitée
Société civile
Au capital fixe de 27 750 euros
Siège social : La Moraudière
85670 SAINT-PAUL-MONT-PENIT
322 108 630 RCS La Roche-sur-Yon

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Aux termes d'un acte en date du 29 juin 2023 reçu par Me Christelle Gaborit, notaire associée à Saint-Étienne-du-Bois (Vendée), l'associée unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus de sa gestion au liquidateur, M^{me} Marie-Dominique Blanchard épouse Bernard, demeurant à La Moraudière, 85670 Saint-Paul-Mont-Pénit et constaté la clôture des opérations de liquidation.

Le dépôt des comptes définitifs de liquidation sera effectué auprès du RCS de La Roche-sur-Yon.

Le Liquidateur.



SCEA «LA BASSEE»

Société civile d'exploitation agricole
Au capital fixe de 10 000 euros
Siège social : 25, chemin de La Bassée
85240 XANTON-CHASSENON
829 020 247 RCS La Roche-sur-Yon

AVIS DE MODIFICATIONS

Suivant délibérations prises en assemblée générale extraordinaire du 21 mars 2025, les associés ont adopté les modifications suivantes :
- démission de Mme Françoise Charnome de ses fonctions de gérante au 31 décembre 2024,
- à compter du 1er janvier 2025 : transformation de la SCEA en EARL et mise à jour des statuts de la société dont les caractéristiques sont désormais les suivantes :

Dénomination : La Bassée.
Forme : exploitation agricole à responsabilité limitée.
Capital social : 10 000 euros.
Siège social : 25, chemin de La Bassée, 85240 Xanton-Chassenon.
Objet social : la société a pour objet l'exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article L.311-1 du Code rural.
Date d'expiration : 13 avril 2116.
Gérant : M. Cyrille Sacre, demeurant 33, rue des Cabanes, Nessler, 85490 Benet.
Clauses d'agrément : toute cession de part sociale est soumise à l'agrément de tous les associés, quelle que soit la qualité du cessionnaire.

Immatriculation au RCS de La Roche-sur-Yon.

La Gérance.

Vie pratique

Le congé du locataire doit être reçu, pas seulement envoyé

Le congé donné entre locataire et propriétaire n'est valable que s'il a été réellement reçu et non seulement si la lettre recommandée a été présentée. La lettre qui revient à l'expéditeur avec la mention « non réclamée » ne peut pas avoir d'effet, a jugé la Cour de cassation. Les juges ont donc donné tort à un locataire qui, en expédiant la lettre recommandée exigée par la loi, estimait avoir rempli ses obligations et avoir donné un congé valable.

Le congé doit être notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, signifié par acte d'huissier ou remis en main propre contre récépissé ou émargement », dit la loi. Le locataire estimait avoir respecté cette obligation, la non-réception de la lettre n'étant pas de sa responsabilité.
Mais la lettre lui étant revenue, il était sûr que le congé n'avait pas été reçu, ont dit les juges, de sorte que le délai de préavis ne pouvait pas avoir commencé à courir et que le paiement des loyers était toujours dû.
Le délai de préavis court à compter du jour de la réception, c'est-à-dire de la date qui doit être apposée par l'administration des postes sur l'accusé de réception lors de la re-mise de la lettre à son destinataire, soutenait le propriétaire qui a obtenu gain de cause.
(Cass. Civ 3, 21.9.2022, P 21-17.691)

Membres du Directoire :
MM. François-Xavier Lefranc, Président,
Fabrice Bazard, Directeur Général,
Mme Maud Lévrier, M. Olivier Porte.

Membres du Conseil de Surveillance :
MM. David Guiraud, Président,
Mmes Christine Blanc-Patin, Vice-Présidente
Valérie Cottereau, Elsa Da Costa,
Annabel Desgrées du Loû,
Laurence Méhaignerie,
MM. Pierre Champetier, Denis Boissard,
Thierry Maillard.
SIPA représentée par M. Benoît Le Goaziou,
Association Ouest-France Solidarité représentée par M. Paul Hutin.

Principale associée : SIPA
(Société d'investissements et de participations).
SIPA est contrôlée par l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste, association loi 1901, dont le Conseil d'Administration est composé de
MM. David Guiraud, Président; Bertrand Badré,
Olivier Bonsart, Denis Boissard, Christophe Hutin,
Benoît Le Goaziou, François Le Goaziou,
Gabriel Petitpont, Mmes Christine Blanc Patin,
Annabel Desgrées du Loû,
Laurence Méhaignerie, Dominique Quinio,
Marie-Trinité Touffiet.

Abonnement
Retrouvez nos offres sur abo.ouest-france.fr
Tarif 1 an : 448 €

SOCIETE OUEST-FRANCE,
S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 300 000 €.

Siège social :
10, rue du Breil - 35000 RENNES.
Tél. 02 99 32 60 00
www.ouest-france.fr

Rédaction de Paris :
91, rue du Faubourg-Saint-Honoré
75008 Paris. Tél. 01 44 71 80 00.

Fondateur : M. Paul Hutin Desgrées.
Cofondateur : M. François Desgrées du Loû.
Fondateur de l'Association pour le Soutien des Principes de la Démocratie Humaniste :
M. François Régis Hutin.

Directeur de la publication :
M. François-Xavier Lefranc.

Rédacteurs en chef :
M. Philippe Boissonnat,
Mme Laetitia Greffilé,
M. Sébastien Grosmaître.



CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Par acte S.S.P en date du 7 avril 2025 à Les Herbiers, enregistré au SIE de La Roche-sur-Yon, le 7 avril 2025, dossier 2025 00022268, référence 8504P01 2025 A 01145, la SARL A Teepeek, au capital de 200 000 euros, dont le siège social est situé 2A, rue des Forges, 85540 Saint-Vincent-sur-Graon, 942 565 102 RCS La Roche-sur-Yon, son fonds de commerce de terrain de camping, locations saisonnières, centre aquatique et toutes activités annexes ou complémentaires, exploité 2A, rue des Forges, 85540 Saint-Vincent-sur-Graon, connu sous l'enseigne et le nom commercial Ateepeek, moyennant le prix de 350 000 euros et ce avec une entrée en jouissance au 4 avril 2025.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publications légales, pour la validité et pour la correspondance à la SCP Lionel Paty & Guillaume Maaronneau, cabinet d'huissiers de justice, 29, route de la Roche, 85800 Saint-Gilles-Croix-de-Vie.

Pour avis.

Mail : contactjudiciaire@gtc-larochesuryon.fr
Internet : www.infogreffe.fr
www.greffe-tc-larochesuryon.fr
Tél. 02 51 37 67 05

Greffe du Tribunal de Commerce de La Roche-sur-Yon

Immobilier

Le droit au logement HLM, perdu, ne se récupère pas

Au décès d'un parent titulaire d'un bail de HLM, l'enfant qui reste dans les lieux sans droit ne peut pas remplir à nouveau les conditions d'occupation en faisant venir un nouvel occupant. Les critères d'occupation doivent être appréciés au jour du décès, a jugé la Cour de cassation.
Un office HLM réclamait le départ d'une occupante de quatre pièces, car au décès de sa mère, elle ne remplissait plus les conditions, étant seule. Elle a répliqué que son père l'avait rejointe, mais les juges ont maintenu que les conditions doivent être évaluées au jour du décès et non après des arrangements ultérieurs. (Cass. Civ 3, 10.10.2024, E 23-18.933).

Vie pratique

Pour un immeuble à construire, la date de livraison est celle du notaire

L'acquéreur d'un immeuble à construire peut se plaindre du retard de livraison que par rapport à la date notée dans l'acte de vente authentique, notarié, selon le code de la construction et de l'habitation.

Le délai de livraison indiqué dans le bon de commande ou de réservation d'un immeuble à construire ou à rénover n'a en revanche pas de réelle valeur, a souligné la Cour de cassation.
Selon ce principe, la Cour de cassation a annulé les indemnités qui avaient été accordées à des acquéreurs de lots dans une résidence à construire. Ces acquéreurs avaient décidé de faire un placement lié à un avantage fiscal en achetant des appartements qui devaient être ensuite donnés en location par une société gestionnaire de la résidence, selon les promesses du vendeur.

La livraison ayant accusé d'importants retards par rapport à la date indiquée dans le contrat de réservation, les clients avaient réclamé des indemnités. Mais seul le délai indiqué dans un acte authentique, c'est-à-dire signé devant notaire, engage le vendeur, ont rectifié les juges.
Selon le code de la consommation, l'acte notarié décrit l'immeuble ou la partie d'immeuble vendu, le prix et les modalités de paiement, le délai de livraison, la description des travaux, etc. (Cass. Civ 3, 12.10.2022, X 21-20.804).

Autres légales

SARL "Laurent MOMPERT Philippe CHAUMONT Patricia BILLON-MICHAUD et Nicoleta MIHALACHE-BARON
Notaires associés
3, rue du Général-Malet
85200 FONTENAY-LE-COMTE
Bureaux annexes
à LES VELLUIRE-SURVENDEE et à VIX

SUCCESSION

Aux termes de son testament olographe M. Guy Robert Fernand Horneac, né à Sérigné (85200), le 17 février 1946, a institué trois légataires universels.
Le notaire chargé du règlement de la succession est Me Nicoleta Mihalache-Baron, notaire à Fontenay-le-Comte (85200), 3, rue du Général-Malet. Les oppositions à l'exercice de leurs droits par les légataires universels seront formées auprès de Me Mihalache-Baron, dans le délai d'un mois.

Pour unique insertion.

1 journal
4 cahiers



Tirage du
jeudi 17 avril 2025 :
449 126

Certifié PEFC - PEFC/10-31-3502